

LE DG DE L'ONOU AU FORUM D'EL BAHDJA

# La gestion du budget des Jeux africains remise en question

**La gestion de la 9<sup>e</sup> édition des Jeux africains, tenue à Alger du 11 au 23 juillet 2007, n'a pas encore livré tous ses secrets. Hier, le directeur général de l'Office national des œuvres universitaires, M. Salah Belloucif, qui intervenait au forum de la radio El Bahdja, a tenté d'apporter quelques éclaircissements concernant le paiement des fournisseurs et des travailleurs de l'office, détachés pour assurer les meilleures conditions d'accueil aux participants venus d'une quarantaine de pays.**

**Rosa. Mansouri - Alger (Le Soir)** - Ainsi, le DG de l'Onou installé seulement depuis janvier 2008, en remplacement de M. Adour, a hérité d'une situation conflictuelle entre des fournisseurs et l'Onou qui, a priori, ne devait pas exister.

Des fournisseurs et des travailleurs de cette institution, n'ont pas reçu, à ce jour leurs chèques en guise des services fournis dans le cadre de cette manifestation sportive et culturelle. M. Belloucif, qui reconnaît ouvertement l'existence du problème, a souhaité toutefois que son règlement soit interne, loin de la pression médiatique. Très impulsif et affichant une méfiance inexplicable vis-à-vis de la presse, l'invité du forum El Bahdja a accablé tous les collaborateurs de l'Onou, y compris les

étudiants qui, pour dénoncer des situations difficiles et conflictuelles, s'adressent à la presse.

«Que ceux qui se sentent délaissés dans leurs droits fassent appel à la justice qui est garante des lois de la République. Moi je suis un fonctionnaire de l'Etat et j'applique les lois», dit-il à maintes reprises, insistant sur la complexité de gérer des problèmes particuliers qui ont trait à une poignée d'étudiants ou travailleurs. Concernant la question du paiement des personnes (fournisseurs et personnel de l'Onou), durant les Jeux africains, M. Belloucif a expliqué que son prédécesseur «n'a pas dû encaisser dans les comptes de l'Onou l'argent des Jeux africains». En fait, la commission nationale chargée de la préparation

de cette manifestation a préféré verser à l'Onou le budget relatif aux missions confiées à l'Onou, comme le revêtement et l'équipement des résidences universitaires pour les besoins de la manifestation, le recrutement et le détachement du personnel, la restauration, le transport.

En principe, une comptabilité spécifique devait gérer ce budget. Chose qui n'a pas été faite, ce qui complique le paiement des fournisseurs et des travailleurs. «L'argent est dans nos comptes, nous demandons à tous les fournisseurs qui n'ont pas été encore payé de se présenter à nos services», rassure-t-il.

Concernant les personnes qui ont assuré le fonctionnement de tâches accordées à l'Onou, M. Belloucif a fait deux propositions. Soit de payer les travailleurs et cela risque de prendre un peu de temps, soit d'accorder aux travailleurs de l'Onou concernés, un congé spécifique.

## Gestion de la bourse transférée dans les CU

Revenant à l'ordre du jour de cette intervention, notam-

ment la préparation de la prochaine rentrée universitaire, le premier responsable de l'Onou affirme accueillir les futurs étudiants avec beaucoup d'aisance, avec la réception de 82 000 nouveaux lits, dans un premier temps et 125 000 lits par la suite, au rythme de l'avancement des projets de constructions.

Rien qu'en équipements, une enveloppe financière de 388 000 milliards de centimes y a été consacrée. «Nous avons des moyens colossaux pour garantir toutes les conditions nécessaires pour les étudiants», dit-il en promettant de redonner aux résidences universitaires la place qu'elles méritent.

De ce fait, une grande opération de «nettoyage» des cités universitaires des indus occupants sera entamée cet été.

Les familles qui squattent des pavillons entiers dans ces résidences ont été destinataires, à plusieurs reprises de mises en demeure, les sommant de quitter les lieux. En outre, des efforts importants devraient être déployés en matière de restauration et de

gestion des bourses des étudiants. M. Belloucif annonce le transfert, dès la rentrée prochaine, des services de bourses dans chaque résidence universitaire.

Manière de faciliter le traitement des dossiers pour les étudiants. Pour la restauration, le DG de l'Onou estime qu'une communauté universitaire aussi importante mérite d'avoir un centre de formation dans le domaine de la restauration, pour assurer les meilleurs services possibles.

Il ne s'agit certainement pas pour ce responsable d'un constat mais d'un projet en phase de maturation. En matière des transports, M. Belloucif refuse toutefois de confirmer l'information qui s'étale sur l'octroi du marché de l'acquisition de 300 bus universitaires, à l'Etusa.

«Nous avons un cahier des charges et un appel d'offres sera fait. Toutes les entreprises sont les bienvenues, à condition qu'elles respectent les règles du marché», souligne-t-il, sans détails.

R. M.

## SIDI-BEL-ABBÈS

# Démantèlement d'un réseau de voleurs et trafiquants de véhicules

**La Gendarmerie nationale de Sidi-Bel-Abbès a donné un coup de pied dans la fourmilière en démantelant la semaine dernière un important réseau de voleurs et de trafiquants de véhicules qui activait à l'ouest du pays.**

Celle-ci a aussitôt arrêté deux personnes en l'occurrence les nommés K. B. (42 ans) de Sidi-Bel-Abbès et R. B., (52 ans) de Saïda.

Après un interrogatoire serré, elle est parvenue à identifier trois autres acolytes, des repris de justice qui demeurent en fuite.

Les mis en cause volaient en ciblant les véhicules et engins récents qu'ils revendaient après avoir falsifié leurs documents et changé le numéro de série du châssis.

Ces mêmes loubards opéraient la nuit pour commettre les vols après avoir élaboré tout un plan.

Ils cassaient la vitre du véhicule ou engin, s'introduisaient et éta-

blissaient le contact pour se volatiliser. Ainsi plusieurs plaintes ont été déposées auprès de la gendarmerie qui a ouvert une enquête, permettant la récupération de cinq véhicules dont quatre qui étaient entreposés dans un garage dans la wilaya de Saïda et une à Mostaganem.

Il s'agit d'un camion de marque Sonacome K66 appartenant à la société Kahrif, qui a été volé le 28 mars dernier.

Un bus de marque Toyota volé d'un garage dans la nuit du 24 avril 2008, appartenant à une personne résidant à Tilmouni (SBA), une voiture de marque Renault Express, de la garde communale volée depuis plus de 8 mois, une voiture de marque



Photo : DR

Toyota appartenant à une société privée domiciliée à Oran et une autre de marque Toyota Corolla retrouvée sans papiers dont le propriétaire n'est pas encore identifié.

La gendarmerie a aussi récupéré 3 téléviseurs, une cuisinière, 1 réfrigérateur, 1 démodulateur et une caisse

métallique contenant des outils, des documents falsifiés et une somme de dix millions 500 mille centimes.

Les deux personnes arrêtées ont été dans la journée de samedi dernier présentées devant le procureur de la République de Sfisef qui les a placées sous mandat de dépôt sous les

chefs d'inculpation : association de malfaiteurs, destruction de biens d'autrui, coups et blessures volontaires à l'arme blanche, port d'armes prohibées sans autorisation et falsification de documents.

Le reste du réseau est activement recherché.

A. M.

## TRIBUNAL D'ANNABA L'analyse ADN au secours de la police

Le recours par la justice aux tests ADN dans des affaires à caractère sexuel ou d'homicide pour connaître l'identité des coupables est devenu une pratique ordinaire. En effet, le tribunal correctionnel d'Annaba vient d'élucider deux cas au moyen des empreintes génétiques. Le premier cas concerne la filiation du bébé retrouvé abandonné sans vie dans la forêt de Aïn-Achir. Agissant sur renseignements, la police mettra la main sur deux femmes suspectes.

Mais ce sont les résultats des tests ADN établis par les laboratoires de la police scientifique qui ont permis d'appréhender le véritable coupable. Le second cas concerne l'identité du géniteur d'un bébé hors mariage. Le procureur général a ordonné un test ADN qui s'est révélé positif. Seul bémol pour ce genre de test, selon le procureur général, les délais excessivement longs pour obtenir les résultats, avoisinant, moyennement, les trois mois.

Daoud Allam